



Josette CHALUDE

## Blocnotes

### Le débat occulté : celui de l'injustice sociale

C'est une "autorité" de la DASS qui fit entériner par le Vème Plan un concept parfaitement incompatible avec un idéal de progrès - quel qu'il puisse être - en affirmant, à propos du système éducatif, que les besoins étaient "quantitativement couverts" pour les sourds sévères ou profonds.

Cette petite phrase d'un haut fonctionnaire s'obstine à émerger de mes souvenirs militants. En ces temps lointains, l'éducation des enfants décrétés "sourds", par opposition aux "malentendants", ne prévoyait qu'un cycle primaire, le seul qui leur fût reconnu accessible par la doctrine officielle. Les enfants déficients sensoriels n'étaient pas encore soumis à l'obligation scolaire, et l'une des actions de la jeune ANPEDA fut de s'associer à l'ANPEA\* sur ce point essentiel.

Que des sourds profonds aient pu faire des études supérieures n'interpella visiblement personne aussi longtemps qu'il s'est agi des rejetons de famille huppées. D'autant qu'à l'époque, leur disgrâce n'était jamais rendue publique et que leur scolarité se poursuivait dans de rares et coûteux cours privés. C'est à l'extérieur du système d'enseignement spécialisé qu'ont pris naissance et se sont répandues des pratiques qui permirent aux jeunes sourds de démontrer leur "aptitude à la pensée abstraite". Dès l'entre deux guerres, notre papesse de l'orthophonie, Suzanne Borel-Maisonny, conseillait des parents venus de toute la France et bientôt de toute l'Europe. La plupart des fondateurs de l'ANPEDA avaient suivi les cours par correspondance de la John Tracy Clinic en les traduisant de l'anglais, tandis que les conceptions pionnières du professeur Guberina inspiraient des pratiques éducatives novatrices.

Faire prendre en compte par les pouvoirs publics les enseignements de l'audiophonologie ne fut pas une mince affaire. Il y a un quart de siècle, une orthophoniste évoquait ainsi son vécu personnel dans un stage parental : *"Mes premières armes dans l'éducation des enfants sourds, je les ai faites sous la direction de Mme Borel. J'ai ainsi suivi plusieurs mères des années durant, et je m'étais fait une idée optimiste de ce dont ces enfants sont capables. Par la suite, j'ai exercé dans une institution. Il m'a fallu déchanter et prendre en compte le facteur familial dans l'équation éducative."*

Cette époque est loin, et les termes de l'équation n'ont cessé d'évoluer. Mais je ne connais aucune exception à cette réa-

lité dérangeante : c'est par des parents - de ceux, bien évidemment, qui jouissent de quelques avantages sur le plan culturel et social et peuvent s'allier à des professionnels éclairés - qu'a été balayée la résignation devant le scandale du "quantitativement couvert". Ce fait s'est confirmé quel qu'ait été l'objet du lobbying : orthophonie, appareillage, verbotonale, coéducation, LPC, LSF, et récemment, bilinguisme et implantation cochléaire.

Ce qui a changé, durant les dernières décennies ? Mais tout : la précocité du diagnostic, les techniques prothétiques, les connaissances (de la cognitive à la psychosociologie) la formation des professionnels, le rôle parental, la proximité des ressources...

Tout sauf la difficulté, pour les décideurs, de concilier les impératifs d'un système d'enseignement avec ceux d'une éducation "à la carte" - le quantitatif et le qualitatif. Ce qui amena les pouvoirs publics, via le "décret Fabius", à se défausser sur les familles....

Une étude de l'UNAF consacrée aux "droits de l'enfant" constatait que pour jouir de ces droits, les jeunes sourds devaient avoir des parents qui en aient les moyens. Nous ne sommes plus au temps des "mères sacrificielles" et les progrès du système éducatif spécialisé sont indéniables. Encore ne faut-il pas confondre la "communauté" et l'individu.

Le branle-bas de combat de l'Education Nationale, généré pour une bonne part par la proportion des élèves sortant illettrés du système scolaire, devrait nous mettre en garde : les besoins des élèves n'étaient-ils pas jugés "quantitativement couverts" jusqu'à ce qu'une coalition de parents et de chercheurs soit relayée par une volonté politique ?

Les jeunes sourds, eux, ne représentent qu'un enfant sur mille et - qu'on m'excuse de rapporter cette remarque obscène - les amener à un niveau de formation scolaire modeste coûte "aussi cher que la formation d'un ingénieur"... Si les militants de la surditude souhaitent que leurs besoins soient "qualitativement couverts" - ce qui, dans l'état actuel de nos attentes, devrait viser à les doter d'un bilinguisme authentique - ils seraient avisés de rester vigilants et de cultiver les vertus de la compétence et de la solidarité.

\* association nationale des parents d'enfants aveugles